

## Objectif de la majorité des économistes et des gouvernements, la croissance économique est soumise à de nombreux débats. Est-elle en bout de course ? Est-elle nocive pour notre planète, donc pour l'humanité ?

RENAUD CHARTOIRE

### Un phénomène récent

La croissance est un phénomène récent à l'échelle de l'humanité. Jusqu'au 16<sup>e</sup> siècle, la croissance du PIB n'a jamais excédé la croissance démographique ; pour le dire autrement, génération après génération, le niveau de vie individuel moyen est resté globalement stable.

Avec la Révolution industrielle, au 19<sup>e</sup> siècle, la croissance a fait une entrée fracassante dans l'économie mondiale, mouvement qui s'est encore accéléré au milieu du 20<sup>e</sup> siècle. En soixante ans, le PIB par habitant a été multiplié par dix. Et contrairement à une idée reçue, nous vivons depuis les années 1970 une période de forte croissance mondiale, avant tout portée, il est vrai, par les pays émergents.

Si croissance il y a eu, elle n'a pas été également partagée. Depuis la Révolution industrielle, nous sommes passés d'un monde où les inégalités mondiales étaient faibles – écart de richesse par habitant de un à trois entre les zones les

plus riches et les plus pauvres à l'époque – à une situation toute autre, puisque l'écart est aujourd'hui de un à quinze. Cela ne signifie pas que pendant que certaines zones s'enrichissaient, d'autres s'appauvrirent ; en fait, toutes les zones ont globalement connu une hausse de leur PIB par habitant, mais à des rythmes différents. Cela a engendré des évolutions dans la hiérarchie mondiale. Pas de fatalité donc dans les évolutions : en 1913, le PIB par habitant de l'Argentine était de 70 % supérieur à celui de l'Espagne ; aujourd'hui, celui de l'Espagne dépasse celui de l'Argentine de 50 %. Autre exemple : à la fin des années 1940, la Corée du Sud était un pays pauvre ; il est parvenu à la fin du 20<sup>e</sup> siècle à rejoindre le haut de la hiérarchie mondiale. En un certain sens, l'extraordinaire croissance actuelle des pays émergents ne doit pas nous faire peur : ils ne font que « rattraper » le retard qu'ils avaient pris sur nous sur les deux derniers siècles ! ■

### Quelles sont les causes ?

Quels sont les déterminants de la croissance ? Les théories diffèrent sur cette question. La croissance provient-elle de facteurs liés à l'offre (les capacités de production des entreprises) ou dépend-elle du niveau de la demande (la consommation des ménages) ? La concurrence est-elle le meilleur aiguillon de la croissance ou au contraire les dépenses de l'État sont-elles un stimulant indispensable à son retour ? Voilà les questions sur lesquelles s'affrontent les économistes. Historiquement, les premières théories de la croissance ont mis en avant l'importance des facteurs de production. L'idée est alors que la taille du

---

« gâteau » dépend des ingrédients que l'on y a injectés. C'est ce que l'on appelle la « croissance extensive » : plus on met d'ingrédients, plus le gâteau sera consistant. Et quels sont ces fameux ingrédients ? Tout simplement les « facteurs de production », c'est-à-dire la quantité de travail et de capital. À ces deux facteurs de base s'en ajoute un troisième mis en évidence aussi bien par Robert Solow aux États-Unis que par Jean-Jacques Carré, Paul Dubois et Edmond Malinvaud en France : le progrès technique. Ce progrès technique dépend de l'importance des innovations réalisées et donc des dépenses de recherche et développement engagées par les entreprises et par l'État. Mais longtemps le progrès technique, ou « l'innovation »

comme on dit aujourd'hui, était tenu pour une variable externe aux circuits économiques comme la formation ou le montant des dépenses en recherche et développement. Avec les nouvelles théories de la « croissance endogène », développées dans les années 1980 par des auteurs comme Paul Romer et Robert Barro, les investissements (dans les infrastructures, la formation) deviennent des facteurs propres à favoriser des gains de croissance. La croissance peut même s'autoentretenir : l'accroissement des bénéfices peut contribuer à accroître les dépenses de recherche et développement qui sont à leur tour source de croissance.

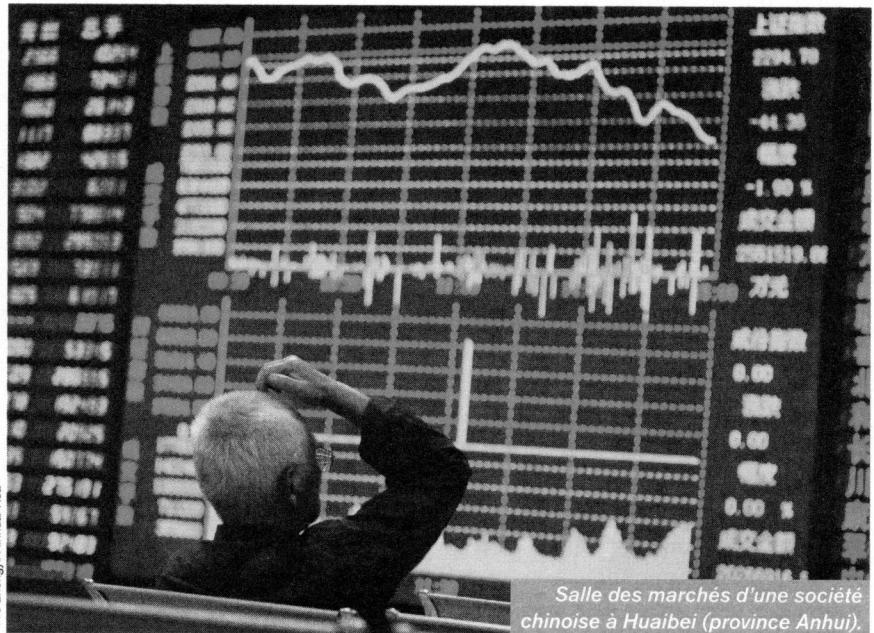
La croissance repose donc sur trois piliers : le travail, le capital et le progrès technique. Mais il en faut un quatrième

pour lui permettre de décoller : des institutions prêtes à investir. À la question « pourquoi la Révolution industrielle a-t-elle commencé au 17<sup>e</sup> siècle en Grande-Bretagne et pas ailleurs et à un autre moment ? », Douglas North, l'un des plus illustres représentants du courant institutionnaliste et prix Nobel en 1993, répond que la Grande-Bretagne était le premier pays à avoir protégé les innovations *via* les brevets. Or, sans une telle protection, pas d'incitation à innover, puisque n'importe qui peut reprendre à son compte votre invention sans avoir eu à en subir les coûts. Dans cette optique, un système économique fondé sur des marchés libres et une législation efficace permettant le respect des droits de propriété sont d'autres ingrédients nécessaires à la croissance. ■ ▶

# À long terme, certes, mais à court terme ?

Tous ces déterminants ont un impact sur la croissance potentielle, c'est-à-dire la croissance de long terme, compte tenu de l'état des facteurs de production, des techniques utilisées et des institutions en place. Mais à court terme ? Il est tout à fait possible que la croissance effectivement réalisée diffère de cette croissance potentielle, qui ne représente qu'une tendance de long terme. C'est d'ailleurs le cas actuellement en France où, avec une croissance quasi nulle en 2014, la France est clairement en dessous de ce qu'elle pourrait espérer réaliser.

Se pose alors la question des facteurs qui pourraient aider à relancer la machine. C'est là qu'il faut faire intervenir un nouvel acteur : la demande. Elle correspond à un autre déterminant de la croissance, mis en avant par les théories keynésiennes. Jusqu'alors, nous ne nous étions intéressés qu'à un seul versant de la croissance, à savoir l'offre. Pour John M. Keynes, si sur le long terme, ce sont les facteurs liés à l'offre qui sont essentiels, à court terme, c'est la demande qui détermine à quel niveau se situera l'activité économique. Comme l'écrit J.M. Keynes, « à long terme, nous serons tous morts (1) ». C'est donc



Salle des marchés d'une société chinoise à Huaibei (province Anhui).

bien cette croissance de court terme qui attire tous nos regards. À court terme, il est possible de connaître une croissance plus ou moins élevée que la croissance potentielle. Au-dessus de ce seuil, on considère que l'économie est en surchauffe, situation qui n'est pas durable ; dans le cas contraire, il y a un « outgap » négatif,

source de gâchis de ressources productives, entraînant chômage et dégradation du pouvoir d'achat. C'est malheureusement dans ce dernier cas de figure que se trouve une grande partie des pays de la zone euro actuellement, dont la France. ■

(1) John M. Keynes, *A Tract on Monetary Reform*, Macmillan, 1923.

## Quelles politiques mener ?

Ces théories différentes, qui mettent en avant des facteurs différents, amènent tout naturellement à des recommandations diverses concernant les mesures à prendre pour retrouver le chemin de la croissance. Économie de l'offre *versus* économie de la demande : une telle opposition induit-elle des politiques de l'offre opposées aux politiques de la demande ? Même si une partie de ce débat est aujourd'hui dépassée (encadré p. 20), il n'empêche que les controverses sur les remèdes à apporter existent toujours, au moins au niveau de l'horizon retenu : court ou long terme.

Ainsi, pour les tenants d'une approche keynésienne, si la croissance actuelle est si faible dans notre zone monétaire,

c'est à cause d'une demande insuffisante. Pour schématiser, on peut avancer que la demande globale est la somme de quatre variables : 1) la consommation privée intérieure, celle des ménages, 2) l'investissement privé intérieur, 3) la demande extérieure correspondant aux exportations, qui représentent une demande pour les unités productives résidentes et 4) la consommation et l'investissement des administrations publiques, qui correspondent aux dépenses publiques.

Or, justement, le pouvoir d'achat est actuellement en berne. Plus même : en baisse. Selon l'Insee, il a diminué en 2011, 2012 et 2013 (1). Certes, la consommation n'a pas baissé du fait d'une réduction de l'épargne

des ménages, mais le niveau de consommation reste insuffisant pour dynamiser suffisamment la croissance. Cette baisse relative du pouvoir d'achat s'explique par plusieurs facteurs, tous liés entre eux. La hausse des prélèvements obligatoires (augmentation de la TVA, de certains taux de l'impôt sur le revenu, de certaines cotisations sociales...), tout d'abord, décidée pour lutter contre les déficits publics, qui a un impact négatif sur le revenu disponible des ménages. Les mesures d'économies budgétaires prises depuis 2008 (dont le programme d'Allègement des dépenses publiques - -50 milliards d'euros - prévu d'ici 2017) jouent également à l'encontre de la croissance. En résumé, les « politiques »

► d'austérité» ou «de rigueur» actuellement menées sont délétères pour la croissance. D'autant qu'elles entraînent des anticipations négatives sur l'avenir, incitant les entreprises à moins investir, alors que l'investissement est une autre composante de la demande. Mais ce n'est pas tout: la compétitivité insuffisante à l'international, aussi, a un impact sur les exportations, qui ont diminué de 1,3% en 2013 (2). Et c'est là que le débat court terme/long terme s'estompe en partie. Car si certains pays, dont la France, ont des problèmes de compétitivité, c'est pour trois raisons principales: des coûts de production trop élevés (3) qui réduisent la compétitivité-prix; des innovations insuffisantes; et un niveau de l'euro trop élevé, qui surenchérit le prix des exportations (4). Face à cette situation, que faire? C'est là qu'apparaissent les politiques de l'offre. Selon leurs défenseurs, si la croissance est faible, c'est parce que les entreprises

ne sont pas en mesure de rivaliser avec leurs concurrentes, et parce que les conditions de la croissance – investissement, embauches, innovations – ne sont pas réunies. C'est le pari du pacte de responsabilité, annoncé par François Hollande lors de ses vœux du 31 décembre 2013: baisser les charges des entreprises, afin de les inciter à réduire leurs prix pour regagner en compétitivité-prix, à accroître leurs dépenses de recherche-développement afin de relancer l'innovation et, *last but not least*, à embaucher. C'est un pari qui repose sur l'idée que les entreprises répercuteront effectivement ainsi la diminution de leurs charges, et non en accroissant leurs profits, ce qui reste à vérifier dans les faits. Dans le même temps, ce pacte s'accompagne de mesures en faveur d'une flexibilisation du marché du travail et de «réformes structurelles» afin de libéraliser les marchés (comme la loi Macron 2015). Tous ces ingrédients devraient normalement

avoir un impact positif sur la croissance potentielle à venir... mais aucun (ou alors négatif) à court terme.

Voilà pourquoi des économistes, comme ceux de l'OFCE (Observatoire de la conjoncture économique), réclament une pause dans le processus de réduction des déficits publics, afin de tenter de redynamiser la demande. L'objectif est de chercher à accroître la croissance potentielle, certes, mais sans que cela se traduise par des effets récessifs immédiats trop importants. ■

(1) Insee, «Revenu, pouvoir d'achat et consommation des ménages», 2014. [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

(2) Claude Fauquet, «France: le déficit commercial atteint 61,2 milliards d'euros en 2013». [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr)

(3) Compensés en France par une forte productivité horaire.

(4) Pour ce dernier point, il y a du mieux ces derniers mois sur les marchés des changes avec la dépréciation de l'euro face au dollar, mais un mieux qui risque fort de ne pas se révéler suffisant.

## Peut-on s'en passer ?

L'objectif de poursuivre la croissance de la production continue a été partagé par la plupart des économistes depuis presque un siècle? Car il paraissait évident que la croissance était synonyme de création d'emplois, de richesse et donc de bien-être pour tous. Bref, la croissance serait le meilleur moyen pour avoir une vie meilleure. Et à l'échelle historique les arguments ne manquent pas pour soutenir cette thèse. Car la croissance, c'est non seulement la création de richesses pour les ménages, c'est aussi des moyens dégagés pour permettre des dépenses de formation, de santé, d'infrastructures publiques. Même si la corrélation est loin d'être parfaite, la courbe de la croissance économique et celle du développement humain sont proches: les pays à PIB élevé sont aussi globalement ceux qui se retrouvent en tête des pays les plus développés selon le critère de l'IDH. Pour le dire vite, si l'argent ne fait pas le bonheur, la croissance économique est synonyme d'un bien-être collectif accru.

L'évidence du lien entre croissance et bien-être individuel a cependant été remise en cause par le «paradoxe d'Easterlin». En 1974, l'économiste américain Richard Easterlin a mis en évidence que durant les trois décennies d'après-guerre, le PIB par habitant américain avait beaucoup augmenté alors que la proportion de la population se déclarant très heureuse stagnait, voire parfois déclinait. Comment comprendre cet étrange paradoxe qui remettait en cause l'équation croissance = bien-être? Certes, quand un pays est pauvre, l'accroissement du PIB permet de mieux répondre aux besoins et donc d'améliorer la satisfaction de la population. Mais dans un pays déjà riche, la «frustration relative» tend à l'emporter sur le bonheur de consommer. On retrouve là ce que l'on nomme «l'effet d'adaptation»: dans un monde qui nous propose sans cesse de nouveaux produits, de nouvelles innovations, de nouveaux rêves à réaliser, de nouvelles sources matérielles d'épanouissement personnel, se créent sans cesse de nou-

veaux besoins... et un sentiment de manque permanent. Ne pas avoir les produits mis en avant crée un vide qui rend malheureux; mais les posséder enfin ne nous rassasie pas, au contraire, car dès l'objet obtenu, l'on ne rêve déjà que de ce que l'on n'a pas encore acquis. Dans un monde d'abondance, c'est paradoxalement la sensation de pénurie qui domine; et dans une économie prospère, ce sont les effets néfastes de l'opulence qui s'imposent: des embouteillages, car il y a trop de voitures, de l'obésité, car il y a trop de consommation de produits gras, la sensation d'être pauvre à la vue des rayons pleins des magasins... Et pour peu que la croissance ralentisse, c'est pire; tel un drogué en manque, le consommateur se désespère de n'avoir plus devant soi les mêmes perspectives de frustrations qu'hier. Depuis les analyses pionnières, de nombreuses études sont venues confirmer l'hypothèse de R. Easterlin. Et cela a contribué à remettre en cause la perspective d'une croissance à tout prix. ■



# La croissance, c'est fini ?

Depuis quelques années, un débat a pris une grande ampleur dans le monde économique à propos d'une hypothétique « fin de la croissance ». L'idée phare, défendue par de nombreux auteurs de renom, est que la grande période de croissance séculaire qu'a connue l'Occident depuis un siècle est terminée. C'est l'économiste Robert Gordon qui a lancé le

prix Nobel Edmund Phelps qui soutient que « l'histoire des innovations s'est arrêtée à la fin des années 1960 ».

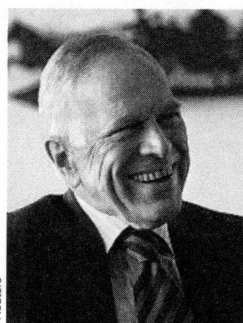
Sans partager les mêmes thèses sur l'épuisement de l'innovation, d'autres auteurs admettent aujourd'hui que retrouver un régime de croissance de haut niveau est illusoire. Paul Krugman, dans sa chronique du *New York Times*, admettait

de ce déclin sont graves : creusement des inégalités et paupérisation d'une partie de la population active et risque d'explosion sociale. Si retrouver une dynamique de croissance à l'ancienne est illusoire, il faut impérativement redistribuer les ressources entre les revenus du capital et ceux du travail (le cheval de bataille de T. Piketty). Mais les auteurs

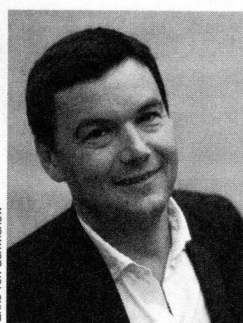
Pour s'adapter à une croissance lente, il faut changer de paradigme et adapter à une nouvelle époque les normes du travail, de la finance, la protection sociale. En résumé, si les économistes s'accordent sur la perspective d'une nouvelle période de croissance faible, ils sont loin de partager les mêmes idées sur les façons



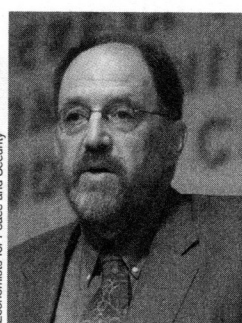
Robert Gordon.



Edmund Phelps.



Thomas Piketty.



James Galbraith.



Patrick Artus.

premier un pavé dans la mare en publiant, en 2012, un article sur la fin de la croissance américaine. Selon R. Gordon, c'est l'épuisement de l'innovation qui est en cause. Les gains de productivité liés à l'essor de l'électricité et au moteur à essence sont à l'origine de la croissance exceptionnelle des pays riches au 20<sup>e</sup> siècle. Mais les effets du numérique sur la production sont plus faibles. La révolution du numérique n'a pas d'effets majeurs sur l'amélioration des techniques de production. D'autres auteurs lui ont emboîté le pas, et pas des moindres comme le

l'hypothèse d'une « longue stagnation » (1). Thomas Piketty accepte lui aussi l'idée que « les Trente Glorieuses furent une exception ; la normalité, c'est 1 % de croissance (2) ! »

L'économiste Patrick Artus et la journaliste Marie-Paule Virard viennent de consacrer un livre à la thèse de la « grande stagnation ». Les deux auteurs admettent que la croissance potentielle dans la zone euro sera faible dans les années à venir. En cause : le manque d'innovation, l'industrie déclinante, le manque de formation. Les conséquences sociales

préconisent aussi de sévères réformes – une thérapie de choc en fait – pour retrouver la compétitivité perdue. Pour James Galbraith, qui vient de publier *La Grande Crise*, la « croissance éternelle est belle et bien terminée ». Il faut admettre un régime de croissance lente pour les prochaines décennies. Cela oblige à repenser en profondeur les politiques économiques. Farouchement opposé aux politiques d'austérité pratiquées en Europe, il n'en soutient pas pour autant l'idée d'une vaste relance à la keynésienne comme le préconisait P. Krugman.

d'affronter la nouvelle donne. La science économiste reste fidèle à elle-même. ■

**ACHILLE WEINBERG.**

(1) Paul Krugman, « Secular stagnation, coalmines, bubbles, and Larry Summers », *The New York Times*, 16 novembre 2013.

(2) Entretien avec Thomas Piketty, « Comment combattre les inégalités ? », *Télérama*, 31 août 2013.

## À lire

• **La fin de la croissance. S'adapter à notre nouvelle réalité économique**

Richard Heinberg, Demi-Lune, 2012.

• **Croissance zéro.**

**Comment éviter le chaos ?**

Patrick Artus et Marie-Paule Virard, Fayard, 2015.

• **« Is US economic growth over ? »**

Robert Gordon, Working Paper, National Bureau of Economic research, 2012.